

Working class zero ?

Sur la prétendue disparition des ouvriers étasuniens

« Economie de la connaissance », « société de services », monde « post-industriel », fin des grandes usines, travailleurs précarisés et divisés au point de ne plus pouvoir s'organiser ni lutter... : telle est l'image dominante de la situation actuelle des classes ouvrières en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Une récente étude du salariat étasunien modifie sensiblement ce tableau... tout en faisant aussi douter de certaines certitudes radicales.¹

Paupérisation

Pour l'auteur, la précarité n'est qu'un aspect de la dégradation générale des conditions de travail et de vie de la majorité des salariés : baisse des salaires réels horaires et hebdomadaires, aujourd'hui inférieurs au niveau de 1972 ; impossibilité pour 30% des travailleurs de vivre sans recourir à des aides publiques ; déséquilibre du rapport profit/salaire, la part du capital dans le revenu national étant passée entre 1979 et 2010 de 18,8% à 26,2%. Ces faits sont bien connus, et déplorés par des gens de bonne volonté et des « économistes atterrés » : nous n'y insisterons pas.

Uberisation ?

Plus intéressant est le démontage par Moody de l'illusion auto-entrepreneuriale, composante à la fois réelle et imaginaire de la précarisation. Celle-ci revêt des formes multiples : embauche par une agence d'intérim, contrat très bref, travail à la demande (*on call*, le prolétaire attendant d'être convoqué par téléphone), travail à temps partiel accepté faute de mieux, ou statut imposé d'auto-entrepreneur, Aux Etats-Unis, l'auto-emploi concerne des millions de prolétaires dans le bâtiment, les taxis et le camionnage, dont 150.000 *driver-partners* chez le fameux Uber.

On se tromperait pourtant en y voyant une forme privilégiée du travail de demain.

Pour un prix convenu, au volant de sa voiture, A reconduit B chez elle. B se fait ensuite payer par C pour lui couper les cheveux à domicile. Sur Internet, de retour chez lui, C prend sa leçon hebdomadaire de chinois avec A qui le règle en ligne. Cette somme permet à C de payer D pour élaguer sa haie. Chacun est à son tour vendeur et acheteur, mais de quoi ? Ni la voiture, ni les ciseaux, l'ordinateur ou la tronçonneuse n'ont été fabriqués dans un grenier ou un garage (sur un banal établi, ou grâce à une imprimante tridimensionnelle) par A, B, C et D. Ces objets sont sortis d'usines. On peut regretter l'évolution d'un monde où chacun achète et (se) vend, et juger lamentable que l'auto-stop d'antan revive comme pratique marchande. Mais le capitalisme excelle à faire commerce de tout, y compris du temps libre ou des aptitudes personnelles individuelles de vous et moi, et il est inévitable que des multinationales comme Uber en profitent pour gagner des milliards en jouant les intermédiaires.² Il n'empêche, A, B, C et D n'ont fait que mettre entre eux en circulation des

¹ Kim Moody, *US Labor : What's New, What's Not ?*, 2016: <https://www.solidarity-us.org/site/node/4660> Kim Moody a participé à l'International Socialist Organisation, et fondé et longtemps animé la revue *Labor Notes*. Parmi ses livres : *US Labor in Trouble & Transition*, Verso, 2007.

² Même l'espace resté vide dans une valise peut être vendu à un commerçant ou un particulier qui le remplira de marchandises destinées au pays d'arrivée. Un voyageur va quitter la Chine en avion

services monnayés, à partir d'objets préalablement manufacturés. L'ubérisation n'est pas l'avenir du monde.

Quant aux faits, les données réunies par Moody démentent la croyance en une progression de l'auto-emploi, contrat entre un patron et un salarié formellement indépendant, mais obligé pour vivre de multiplier des boulots courts et mal payés. En réalité, depuis 1990, le nombre de personnes cumulant plusieurs emplois n'a guère augmenté aux Etats-Unis, et plus de la moitié d'entre elles ont un travail permanent en plus de l'emploi additionnel. L'emploi court et multiple concerne surtout des secteurs avec une longue tradition d'embauche saisonnière, dans des entreprises petites ou grandes, et des horaires tournant autour d'une trentaine d'heures hebdomadaires dans le commerce de détail, la santé, les loisirs...

Mobilité et ancienneté

Le nombre de salariés en contrat court ou à temps partiel forcé est passé de 18,7 millions en 1995 à 21,6 millions en 2005, accroissement considérable en chiffres absolus mais minime rapporté à l'ensemble du salariat, leur proportion augmentant seulement de 15,2% à 15,5%. Cette croissance date d'ailleurs surtout des années 1980 et du début des années 1990, en raison des restructurations industrielles, de la numérisation, de la production dite allégée, du *Just In Time*, des flux tendus, etc.

En une trentaine d'années, globalement, la durée moyenne d'ancienneté dans un emploi a peu évolué. Entre 1979 et 2006, pour la tranche d'âge des 24-34 ans, elle a baissé de 3,8 ans à 3,5. Pour la tranche des 35-44 ans, de 7,1 ans à 6,6. Et pour les 45-54 ans, de 11,3 à 10,3 ans. L'existence de 22 millions de travailleurs en position vulnérable (c'est-à-dire plus vulnérable encore que les autres) fait pression à la baisse des rémunérations et à l'aggravation des conditions de travail sur l'ensemble des salariés, mais il est faux de croire que les prolétaires sont amenés à changer beaucoup plus d'emploi qu'autrefois : « *en moyenne, plus longtemps on est dans le salariat, plus longtemps on reste dans le même emploi* ».

Une grande puissance industrielle

Alors que l'on ne cesse de souligner la désindustrialisation des pays occidentaux, Moody montre la transformation de la structure industrielle aux Etats-Unis. Certes, là où 27% des salariés du privé travaillaient en usine en 1980, ils ne sont que 11% en 2010. Mais pourquoi 5 millions d'emplois de ce type ont-ils disparu ? Et où ? Surtout dans les secteurs traditionnels comme l'acier et le textile. Seule une faible partie (20%) de ces 5 millions d'emplois détruits l'ont été par les importations venues de pays à bas salaires. Délocalisation et sous-traitance n'expliquent pas tout non plus. Dans les produits *made in the USA*, la part des composants fabriqués sur le sol étasunien (le « contenu intérieur » de ces produits) est estimée à 85-90%, proportion supérieure à celle relevée dans d'autres pays.³ Comme d'ailleurs le Japon, les Etats-Unis, qui restent une grande puissance manufacturière, disposent de fortes « chaînes de valeur internes » et font moins appel aux importations que des pays aux assises industrielles moins solides.

En termes réels, la production industrielle étasunienne a cru de 131% entre 1982 et 2007 (avant la crise de 2008), soit de 5% par an : une croissance ralentie comparée à celle des années 1960, cependant la différence est bien moindre qu'on l'imagine (les « Trente Glorieuses » s'enorgueillissaient d'une augmentation annuelle de 6%). Cette progression a été

pour le Congo. On lui demande : « *David, combien te reste-t-il de kilos dans tes bagages ? [...] 40 kilos, tu es sûr ? Tu ne veux pas me les vendre ? 14 dollars par kilo, d'accord ?* » D. Van Reybrouck, *Congo. Une Histoire*, Actes-Sud, 2012, p. 702. Un excellent livre.

³ Selon le Ministère du Commerce américain, en 2014, « *Le contenu interne [domestic content] se montait à 51 cents pour chaque dollar dépensé par les consommateurs et les entreprises dans l'achat de produits manufacturés.* » Cette statistique indique une moyenne, la proportion variant fortement, de 79% pour les produits alimentaires à 7% pour le tabac. Chiffres sensiblement différents de ceux de Moody, mais qui en tout cas ne confirment pas l'idée d'un raz-de-marée désindustrialisateur. http://www.esa.doc.gov/sites/default/files/whatismadeinamerica_o.pdf

effectuée par une main d'œuvre nettement réduite, mais les pertes d'emploi ont surtout eu lieu pendant les quatre grandes récessions : moins 2,5 millions d'emplois lors de la crise de 1980-82, moins 725.000 lors de celle de 1990-92, moins 678.000 lors de celle de 2000-2003, et 2 millions de moins après 2008. Ce déclin a pour cause essentielle l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire une intensification systématique de l'exploitation au travail. Une des nombreuses manifestations en est la réduction des temps de pause : dans les tâches routinières et les services, ils ont chuté en moins de trente ans de 13% de la journée à 8%.

Dans le même temps, la marchandisation accélérée du quotidien transforme la vie de famille et par elle l'ensemble de la reproduction sociale : tâches domestiques, soins de santé élémentaire et des personnes âgées, principalement effectués autrefois par des femmes non rémunérées, sont pris en charge par du personnel professionnel, le plus souvent féminin, de couleur ou immigré. De 1990 à 2010, 8 millions de femmes supplémentaires sont venues travailler dans ces métiers manuels, pénibles et mal payés. Cela coïncide avec une forte évolution dans la composition de classe : les « non-Blancs » (souvent appelés maintenant *persons of colour*), qui n'étaient que 15 à 16% dans la production, les transports et les services en 1981, y occupaient 40% des emplois en 2010. Evolution normale dans un pays où, si les « Blancs » restent encore majoritaires, les minorités (afro-américaine, hispanique, asiatique...) sont en proportion croissante dans la population.

Concentration du capital... et du travail

Il est fréquent de constater (ou de regretter) la fin des « forteresses ouvrières » en Occident, et de répéter qu'il n'y aurait désormais d'usines géantes qu'en Asie. La réalité est différente.

« Plus le capitalisme est développé, plus étendu le marché qui constitue le trajet de sa circulation, et il tend, parallèlement, à une extension spatiale du marché et à une abolition croissante de l'espace au moyen du temps [...] ». ⁴ Ce que Marx notait en 1857-58 s'exprime dans l'obsession contemporaine du *Just In Time*. Mais, aussi liquide que soit l'argent, aussi « virtuel » que tout devienne et si fluide que se métamorphose la valeur, encore faut-il gérer des flux physiques matériels dont la circulation exige un immense et complexe système de transport, de stockage puis d'expédition. Aux Etats-Unis, la logistique emploie 3,5 millions de personnes, dont 85% dans des métropoles ou de grandes zones urbanisées, lieux dont il se répète que les ouvriers y seraient désormais rares. Les *clusters* (bases ou noyaux de réception, de préparation des commandes et de distribution) de Los Angeles, Chicago et New York-New Jersey regroupent chacun environ 100.000 salariés. UPS en emploie 20.000 à Louisville et FedEx 15.000 à Memphis.

Cette tendance n'étonnera que ceux qui croient à un capitalisme désormais composé de petites unités, l'usine cédant la place à l'atelier et la *start up* abritée dans un loft faisant office de moderne bureau d'études. Aux Etats-Unis, les dix principaux équipementiers automobiles détiennent un tiers du marché. Les quatre premières entreprises de conditionnement de viande contrôlent les trois quarts de la distribution. A eux deux, UPS et FedEx emploient 40% des camionneurs et livreurs express, et 80% du personnel des chemins de fer de fret travaillent pour cinq transporteurs. Quatre sociétés monopolisent 90% des communications. Les dix grandes compagnies aériennes en 2000 ne sont plus que quatre aujourd'hui. Les trois-quarts des hôpitaux privés appartiennent à de grands groupes. En 2009, les huit principales chaînes de distribution alimentaire contrôlaient près de la moitié du marché.

A la concentration du capital, correspond celle du travail. Si 80% des ouvriers américains sont dans des entreprises de moins de 500 salariés, le nombre de ceux employés dans des entreprises de plus de 500 et de plus de 1.000 est en augmentation. Mis à part la finance, les assurances et l'immobilier, entre 1986 et 2008, 8,2 millions de salariés supplémentaires ont été embauchés dans des entreprises de plus de 500 personnes, et 5,7 millions dans des entreprises de plus de 1.000. Dans le secteur social et médico-social, les sites (des hôpitaux surtout) comptant au moins 1.000 salariés emploient 4,4 millions de personnes.

⁴ Marx, « Grundrisse », *Œuvres*, Gallimard, t. 2, 1968, p. 251.

Si l'on est loin des 90.000 personnes qui travaillaient pour Ford à Baton Rouge en 1930, et s'il serait absurde de nier les évolutions, non seulement le travail n'est pas en voie de disparition outre-Atlantique, mais sa concentration en des points névralgiques renouvellent ses moyens de résistance et de lutte.

* * *

Comme Marx à son époque, et même en pratiquant *l'enquête ouvrière* qu'il recommandait en 1880,⁵ nous sommes amenés à utiliser des statistiques reflétant la compréhension que les bourgeois peuvent avoir et veulent donner d'eux-mêmes. D'autre part, les données ici réunies ne concernent qu'un seul pays capitaliste (le plus puissant du monde à ce jour).⁶ Elles n'en sont pas moins éclairantes.

Mais d'abord, quel était le but de Kim Moody dans son analyse ?

Limite du *labor writer*

Si Moody tient à montrer la permanence de la classe ouvrière et de sa lutte, c'est qu'il cherche quelles ont été, sont et seront les conditions d'un « vrai » mouvement ouvrier, né de la base et restant sous son contrôle. Il croit en effet possible un syndicalisme « lutte de classes », dont les structures reflèteraient l'auto-organisation des travailleurs, sans bureaucratisation, sans que tôt ou tard la négociation collective institutionnalisée transforme prolétaires et bourgeois en « partenaires sociaux ». Son activité et ses écrits militent pour radicaliser les luttes revendicatives et, à défaut d'un Parti du Travail digne du nom, il apporte son soutien à des forces politiques progressistes. Ce qui ne l'empêche bien sûr pas d'envisager la suppression du rapport travail/capital : pour lui, elle viendra d'une montée en puissance des travailleurs face aux bourgeois, l'intensification des résistances finissant par basculer en renversement de la classe dominante, les prolétaires auto-organisés prenant collectivement le pouvoir pour mettre en place un travail associé géré en commun. Perspective très différente de celle exposée sur ce blog.

L'ancien et le nouveau

Pour autant, les éléments exposés par Kim Moody invitent à revoir plusieurs certitudes.

En particulier, la tendance à expliquer la relative atonie des luttes de classe en Europe, aux Etats-Unis et au Japon (c'est-à-dire dans les métropoles industrielles ayant dominé le monde depuis plusieurs siècles) par les nouvelles conditions d'emploi et de travail faites aux prolétaires « occidentaux » depuis trente ou quarante ans. Le chômage durable disloquerait les solidarités des quartiers populaires et ouvriers. La précarité désocialiserait. L'obligation de changer fréquemment d'emploi, voire de cumuler deux boulots à la fois, handicaperait l'organisation et l'action collectives. Enfin, l'éclatement des usines automobiles, des grands centres de tri postal, des agglomérations minières, etc., empêcherait la concertation et la mobilisation.

Or, si « l'emploi à vie » (qui n'a jamais concerné qu'une minorité, surtout masculine) a disparu, il est faux que la rotation des emplois soit si forte qu'elle enlèverait quasiment les possibilités d'association et de cohésion.

De plus, si en Occident et au Japon le capitalisme a brisé la plupart des grandes concentrations ouvrières, et s'il est infiniment plus difficile de se concerter et de faire grève à quarante qu'à deux mille, il est inexact que **tous** les prolétaires étasuniens du 21^e siècle travailleraient dans des « sites » à la fois petits en taille et géographiquement éloignés d'autres entreprises (et donc d'autres prolétaires avec qui entamer une action commune).

⁵ <https://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1880-enquete-ouvriere-marx/>

⁶ D'autres études compléteront ou infirmeront celles de Moody. En attendant, on peut lire son analyse sur l'Angleterre : <https://rs21.org.uk/2015/02/10/precarious-work-compression-and-class-struggle-leaps/>

Quant à la précarité, fin 19^e siècle, en Angleterre, ce sont des catégories que l'on appellerait aujourd'hui *précaires*, sans embauche ni horaires assurés, employées par des sous-traitants, souvent dans de petits ateliers, dont l'auto-organisation a fini par créer un « Nouveau Syndicalisme » pour défendre leurs intérêts négligés par les syndicats de métier. De nos jours non plus, la précarité n'est pas un obstacle infranchissable à la combativité du personnel de Wal-Mart, de la restauration rapide, de l'hôtellerie, de la livraison express, des centres d'appel, des entrepôts de distribution en ligne...

S'agissant du chômage de masse, dans les années trente, son ampleur aux Etats-Unis (jusqu'à 25% de la population active selon les chiffres officiels) n'a pas empêché les grèves avec occupations d'usine, l'affrontement avec les milices patronales, la mobilisation ouvrière aboutissant à fonder une puissante centrale syndicale de type nouveau, le CIO, organisant les non-qualifiés et les OS. Par conséquent, si depuis une trentaine d'années les luttes des prolétaires étasuniens, européens et japonais se limitent généralement à résister et prennent rarement l'offensive, le poids du chômage n'en est qu'en partie la cause.

Le problème ne contient pas à lui seul la solution

Les données réunies par Moody présentent un autre intérêt. Une tentation fréquente de la pensée radicale actuelle consiste à remplacer un prolétariat ouvrier jugé terrassé ou défaillant par un « précaire » beaucoup plus large et surtout n'ayant quasiment plus rien à revendiquer dans le capitalisme, rien sauf sa destruction. Dans cette vision, ce que l'on prend pour une désintégration de la classe ouvrière (et du « mouvement ouvrier » qu'elle avait créé) est interprété positivement comme la condition indispensable, sinon suffisante, de la révolution. Privés de possibilité réformiste, des centaines de millions de précarisés sans présent ni avenir dans les pays comme les Etats-Unis (et à l'échelle planétaire quelques milliards de personnes qui ne sont pas salariales du tout) n'auraient plus d'autre perspective que de crever, de végéter, ou de tout remettre en cause, le travail autant que le capital.

Il est vrai que, des Etats-Unis à la Grèce, l'action revendicative n'obtient plus grand-chose, et même échoue souvent à préserver les acquis que les bourgeois avaient dû autrefois concéder. Mais de ce fait incontestable, il est faux de conclure que nous approcherions (enfin) du seuil historique où les prolétaires n'ayant plus rien à défendre seraient voués à attaquer un système qui les nie. L'expérience passée et présente atteste que, coincés le dos au mur, les prolétaires ont plus d'une façon de réagir : éventuellement tenter de révolutionner le monde, mais surtout résister quand c'est possible, ou se résigner, espérer en un parti qui promet des changements (il en existe), rejoindre un syndicat (il en reste), se replier sur une base régionale, ethnique ou religieuse, voter pour un candidat qui s'engage à défendre le « travail blanc », et si aujourd'hui les capacités de communauté de lutte ne manquent pas, les occasions d'auto-destruction molle ou dure non plus.

Malgré leurs défauts et leurs présupposés, des études comme celle de Kim Moody démontent l'illusion d'une époque contemporaine réduite à l'alternative entre « Tout ou rien ». Il n'y a pas décomposition capitaliste du travail, mais recomposition. Pas plus au 21^e siècle qu'au 20^e, le capitalisme ne résoudra la question sociale à la place des prolétaires.

G.D., décembre 2016

<https://ddt21.noblogs.org/>